

La qualité de la langue, qu'ossa donne?

René Labonté

Numéro 59, octobre 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/48220ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Labonté, R. (1985). La qualité de la langue, qu'ossa donne? *Québec français*, (59), 24–26.

La qualité de la langue, qu'ossa donne ?

rené labonté

Dans le film de B. Tavernier, *Une semaine de vacances*, la professeure de français qui est allée consulter un médecin se fait dire quelque chose comme ceci : « A-t-on idée d'enseigner le français ! Pourquoi ne pas avoir choisi du solide, les sciences, par exemple ? » Oui, a-t-on idée d'enseigner le français, même au Québec en 1985, surtout quand on considère le peu de motivation de la plupart des élèves pour cette matière, l'obligation pour beaucoup de professeurs de recommencer une bonne partie de leur enseignement à zéro ou presque et l'apathie générale de la société et des milieux d'enseignement pour la correction de la langue.

L'état de la langue parlée ou écrite au Québec, c'est comme la température, tout le monde s'en plaint et l'endure. Mais, en ce qui concerne la langue, personne ne fait rien pour l'améliorer, excepté la loi 101, quelques parents et les professeurs de français (« après tout, ils sont payés pour ça ! »). Je ne suis pas sans savoir que la « crise de la langue » a atteint aussi bien la France que les États-Unis ou le Canada anglais, mais il me suffira de restreindre mes propos au contexte québécois et de les émettre en me situant au niveau collégial.

Que mon lecteur soit rassuré — ou déçu — je ne lui citerai pas les meilleures perles extraites de travaux d'étudiants ; je ne lui resserrai pas non plus avec une sauce 1985 les dénonciations du frère Untel ou de Lysiane Gagnon. Non, il y a longtemps que j'ai dépassé le stade de la constatation et de l'interprétation étiologique. Et **j'en ai marre** de toutes les explications philosophico-psycho-socio-culturalo-idiosyncrasico-philologico-linguistiques que l'on peut me fournir !

Au risque de scandaliser certains lecteurs, je soutiendrai ceci : **Il ne résulte aucune conséquence fâcheuse du fait qu'on utilise au Québec une langue française anémique, atrophiée, rachitique, une langue de peu de qualité.** Je n'ai jamais entendu dire qu'un accident se

soit produit à cause d'instructions mal rédigées, qu'un patient soit décédé des suites d'un dossier à syntaxe boiteuse ou qu'un étudiant ait été exclu d'une maison d'enseignement parce qu'il était nul en expression écrite. Et cet état de notre langue n'empêche nullement notre société, y compris le monde de l'éducation dans son entier, de fonctionner sans anicroche. Car si cela revêtait quelque importance, il y a belle lurette qu'on aurait pris certaines mesures pour faire en sorte que ça change. Or, comme on ne l'a pas fait, il faut bien se rendre à l'évidence : cela importe peu.

Je tiens ici à préciser que je ne vise aucunement la langue parlée familière dont l'emploi ne pose aucun problème : on arrive toujours à se comprendre grâce au non-verbal, à l'emploi de dix mots là où un seul suffirait et aux expressions passe-partout du genre « t'sé j'veux dire ». Il semble bien qu'au Québec on n'a besoin que d'un niveau familier ou populaire pour communiquer. Pourquoi un niveau plus soigné en certaines circonstances ? Après tout, « on se comprend bien comme ça, on n'est pas snobs, nous autres, et puis, que les Français, les Belges, pi les autres nous prennent comme on est ».

Avant de poursuivre, je dois avouer que je n'aime pas beaucoup l'expression qualité de la langue, qui, parce que trop vague, laisse croire à une maîtrise de la langue accessible seulement à quelques « bols ». Je retiens néanmoins cette expression, à défaut d'un synonyme aussi compact, pour désigner un minimum de correction et de cohérence dans l'utilisation du code qu'est une langue. Et je n'ose pas ajouter de *concision*, car il y a longtemps que j'ai dû en faire mon deuil.

Un système sans norme

Je le répète, la qualité de la langue (écrite) importe peu au Québec, et je voudrais appuyer cette affirmation par quelques constatations.

1. Il est devenu normal — trop normal — d'accepter même au cégep et à l'université des travaux où l'on trouve une dizaine, une vingtaine de manquements au code grammatical, par page, et cela sans compter les phrases boiteuses et les paragraphes qui sont une macédoine de phrases juxtaposées.
2. Il est devenu normal — trop normal — qu'à cause de l'absence de vérification d'objectifs précis à atteindre, le professeur de français doive passer plus de temps pour revenir en arrière que pour aller de l'avant. Par exemple, les étudiants qui arrivent au cégep ont une préparation fort inégale : les uns ont fait soit du journalisme, soit de l'interview, du théâtre, du roman ou de la poésie ; quelques-uns, de la dissertation ; d'autres ont à peine eu l'occasion de composer. Des étudiants qui ont obtenu 80% ou plus à la fin de leur cours secondaire confondent encore les *ses*, *ces c'est* et *s'est* et ignorent les principales règles de la ponctuation.
3. Il est devenu normal — trop normal — que le professeur de français soit à peu près le seul à demander aux étudiants de produire des textes structurés et où la correction de la langue compte. Ainsi, des étudiants provenant de trois cégeps différents m'ont affirmé avoir eu à rédiger (c'est-à-dire à penser, à structurer) au total pendant le dernier semestre une dizaine, une quinzaine de pages pour le professeur de français, de philo ou de sciences humaines ; pour les autres cours, les « circonstances » n'exigeaient guère plus que de jeter un premier jet sur papier.
4. Il est devenu normal — trop normal — que la principale et à peu près la seule motivation qui puisse animer un élève en français langue maternelle soit la perspective de continuer plus tard ses études universitaires ; celui-ci sait qu'il aura peut-être alors à maîtriser les techniques de l'écrit s'il veut réussir. Avant l'université, l'écrit organisé et soigné, « ça sert parce qu'il faut suivre des cours de français » ; plus tard, dans la vie courante, « ce sera l'ouvrage de la secrétaire. »
5. Il est normal — trop normal — de considérer la langue uniquement comme un instrument de communication : « t'as compris ce que je voulais dire — la communication passe — c'est O.K. » Comme le disait le frère Untel : « aussi longtemps qu'il ne s'agit que d'échanger des remarques sur la température ou le sport ; aussi longtemps qu'il ne s'agit de parler que du cul, le joul suffit amplement. » D'accord, la langue est importante comme

instrument de communication, mais convenons qu'il existe différents niveaux de qualité ou d'efficacité à envisager dans l'acte de communication. Et la langue comme outil de pensée, comme instrument de développement intellectuel? La langue qui sert à connaître, à comparer, à juger, à rapprocher, à opposer, à nuancer, qu'en fait-on? Mérite-t-elle une attention spéciale quelque part dans notre système d'enseignement?

Nos tergiversations

Ces quelques constatations suffisent-elles pour nous inciter à corriger cette situation? Oui? Non? Pas encore? Peut-être faudrait-il auparavant tenter d'en finir avec le cercle vicieux des interprétations.

Pour cela, je suggère qu'on organise un dernier colloque sur la langue française (eh oui, un autre!), mais celui-là serait conçu de façon à permettre un exorcisme, une catharsis collective de grande envergure. On y examinerait, encore une fois puisqu'il le faut, mais à la loupe, les causes de la dégénérescence de notre langue: ère de la télévision, du vidéo-clip, du «flash» et du «tilt», société où on parle comme on marche et où on marche comme on conduit sa voiture — c'est-à-dire égo-centriquement —, crise des valeurs traditionnelles où la lecture, l'écrit, la réflexion et l'ouverture à l'autre sont peu ou pas valorisés, etc. Je suggère que nous continuions cette sorte d'exorcisme collectif en nous soulageant de toutes nos hargnes envers la langue: inepties de l'orthographe; illogisme de plusieurs règles d'accord; hégémonie de la France, trop accueillante aux anglicismes et incapable d'amorcer une réforme de ce qui pourrait et devrait changer dans la langue française; infériorité de la langue française face à l'anglaise, ouverte à l'innovation et véhicule du pragmatisme.

Ne faudrait-il pas aussi trouver une réponse à certaines questions comme celles-ci: pourquoi attacher autant d'importance à une institution aussi bourgeoise que la langue? pourquoi ne pas laisser évoluer la langue (après tout, ce sont les gens, y compris nos étudiants, qui la font)? pourquoi la maîtrise de la langue servirait-elle de discrimination entre étudiants provenant de milieux aisés et de milieux défavorisés? pourquoi veut-on en éliminant certains étudiants moins «performants» constituer une société élitiste?

Le clou de ces États généraux serait un immense feu de joie fait des pires textes venant de nos étudiants, professeurs et administrateurs et la proclamation des gagnants à une «manière de Super-Loto» où il faudrait fournir ou corriger des «bonnes erreurs».

Serions-nous enfin quelque peu libérés du ronron de la constatation-«déploration»-explication? Serions-nous enfin prêts à passer à l'action, si — bien entendu — nous jugeons que cela en vaut la peine?

Je ne peux m'empêcher ici d'ouvrir une parenthèse pour passer les commentaires suivants: accepterait-on dans l'enseignement des sciences exactes de considérer la provenance sociale de l'étudiant et l'origine bourgeoise de la science pour «laisser passer» n'importe quel élève? Le professeur de sciences exactes serait-il toujours prêt à recommencer son enseignement à $2 \times 2 \times 2 = 8$, comme on le fait actuellement en français avec les accords grammaticaux les plus simples? dans une société où la concurrence est de plus en plus forte (qu'on le déplore ou non), pourquoi l'élimination des plus faibles dans le système scolaire se ferait-elle uniquement par les sciences exactes?

L'impossible concertation

Après ces États généraux, serions-nous enfin prêts à nous entendre pour agir de façon efficace? Après tout, n'avons-nous pas les infra et supra-structures pour que «ça marche»? N'avons-nous pas des fonctionnaires et administrateurs en grand nombre, des instituteurs et professeurs formés à l'université (parfois même dans une matière autre que celle qu'ils doivent enseigner)? N'avons-nous pas aussi des programmes officiels longuement concoctés et si bien élaborés qu'il faille les refaire alors qu'ils viennent à peine d'être rodés? Et n'avons-nous pas des examens officiels normalisés, c'est-à-dire traités scientifiquement?

Il est vrai que nous avons tout cela, mais il resterait encore à nous concerter, à projeter collectivement notre action pour l'avenir — pour un avenir différent, peut-être, de celui qui nous allons évoquer.

Voici comment, d'après des spécialistes de la prospective, les choses pourraient se passer dans le monde de l'enseignement au cours de la décennie 1990-2000.

Premier scénario: le français par le serrage de vis. Aux nombreux «chiâleux» qui trouvaient que nos écoles n'étaient pas rentables et l'enseignement du français, un véritable fiasco, on a répondu par des arguments comme ceux-ci: «Voulez-vous revenir à l'époque du par-cœur et de la grande noirceur?»; «Un examen, qu'est-ce que ça prouve; Einstein n'a-t-il pas déjà été recalé en mathématiques?»; «Allez demander aux Français si le bachotage c'est tellement formateur?»; «Voulez-vous former des têtes bien pleines plutôt que bien faites?»;

«L'école ne devrait-elle pas exister pour l'épanouissement de l'individu plutôt que pour lui bourrer le crâne?». Ces arguments n'ont toutefois pas eu assez de poids pour empêcher le «chiâlage» de continuer. Heureusement qu'un jour, un haut fonctionnaire, frais émoulu des plus célèbres universités américaines, a fait la découverte du siècle, que je résume comme suit en langue vulgaire: notre système «marche mal» parce que, bien qu'on ait fixé des objectifs, on n'a jamais vérifié sérieusement s'ils avaient été atteints; c'est pourquoi il faut au moins s'assurer que l'élève satisfasse à des normes minimales.

En vue d'opérer cette vérification, il a été question d'administrer à la fin du secondaire ou au début du cégep un examen officiel consistant, d'une part, à résumer en quelques phrases un court texte du type article de journal ou de revue et, d'autre part, à rédiger quelques paragraphes sur un sujet au choix. On a vite répliqué que cette proposition était une ineptie, étant donné que l'ordinateur ne pouvait corriger de tels types d'examen. On a aussi tenté dans quelques départements d'une grande université de ne pas tolérer plus de quinze manquements au code grammatical par page mais, les autres universités n'ayant pas emboîté le pas, cette politique du «tant pis pour le client» n'a même pas pu être mise en vigueur, justement par peur de manquer de «clients».

Un effet autrement plus spectaculaire de ce mouvement rigoriste, que certains ont jugé trop coercitif, a été l'installation d'une guillotine dans la cour d'une école secondaire. Cette initiative a tout de suite soulevé un grand tollé, non pas tant à cause d'éventuelles condamnations mais parce qu'on avait encore une fois importé «une vieille patente française». La direction de l'école, faisant alors preuve d'ingéniosité, trouva un «patenteux» pour québécoiser l'appareil, qui se trouva ainsi pourvu d'un couperet en fleur de lys.

Les professeurs de français de cette école, invités à devenir «coupeurs de tête» si besoin est, acceptèrent volontiers de «diagnostiquer les victimes» mais refusèrent de procéder à l'exécution, celle-ci n'étant pas prévue par leur convention collective. Une demande à l'effet qu'on leur procure un exécutant (euphémisme pour «bourreau») n'eut pas de suite, aucune somme n'ayant été allouée par Québec pour cette dépense jugée inadmissible. Finalement remise au Musée de la langue française du Québec, la «guillotine» est devenue la principale attraction de ce musée.

Deuxième scénario: le français sans serrage de vis. Une aile radicale de cette tendance, l'école linguistico-pragmatique québécoise déclara péremptoirement que

l'orthographe et la structure traditionnelle de la phrase étaient des conventions dont il fallait se débarrasser pour aborder le XXI^e siècle avec un esprit de création. Ces prises de position, qui ont soulevé de vifs débats, n'ont toutefois été adoptées que par peu de gens: des intellectuels, des anti-conformistes et des « pas-bons » en français.

La tendance générale, celle qui s'exprime par des « échanges » autour d'une bière et des lettres ouvertes aux journaux, s'est gardée de pareils excès. L'enseignement sans douleur qu'elle préconise repose sur des opinions comme celles-ci: « Après tout, ça va pas si mal; allez pas croire que nous sommes les seuls à avoir des problèmes de langue »; « Ne sommes-nous pas à l'aube d'une civilisation nouvelle où le livre et l'écrit occuperont peu de place parmi d'autres médias? »; « Il ne sert à rien de faire entrer des choses de force dans une cervelle; il faut attendre que l'étudiant soit motivé. »

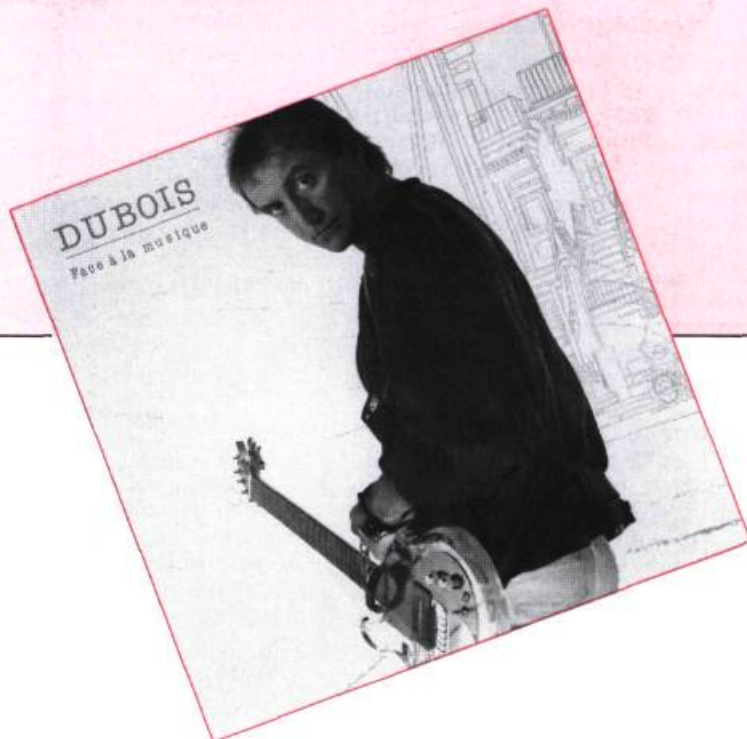
C'est pourquoi certains professeurs, même au cégep, respectant à fond le principe « partir de l'étudiant », font appel à la subjectivité de l'élève en lui proposant uniquement des travaux du genre: « ce que vous avez ressenti, ce que vous pensez de... ». Dans l'ensemble, d'un bout à l'autre du système scolaire, les élèves, habitués au cloisonnement des matières et à un laisser-aller général, sont convaincus plus que jamais que la correction de la langue « c'est à cause des profs de français qu'il faut s'occuper de ça ».

Un changement notable est cependant survenu au ministère de l'Éducation. Influencé par un changement de cap du système scolaire américain et aussi à la suite de nombreuses requêtes de sociétés savantes, d'hommes d'affaires et de parents, celui-ci a décidé de « contrôler ». Des spécialistes de ce ministère préparent depuis quelques années des examens devant vérifier l'atteinte de seuils de performance à la fin des cours primaire, secondaire et collégial. En attendant que ces tests soient au point, notre ministère, garant de l'objectivité dans l'évaluation, continue à demander de ne pas tenir compte de l'orthographe dans la correction des examens de fin de secondaire.

À la suite de ces deux scénarios, cher lecteur, je vous invite à inventer d'autres futurologies si le cœur vous en dit. Et aussi à réfléchir à l'enseignement de la langue maternelle dans nos écoles et cégeps. En espérant toutefois que la réflexion ne débouche pas encore une fois sur la « déploration », mais qu'elle soit un prélude à l'action, à une action concertée, collective et efficace... si cela en vaut la peine... si vous jugez qu'on peut répondre de façon satisfaisante à la question « la qualité de la langue, qu'ossa donne? » ■

CHRONIQUE DU DISQUE

QU'EST-CE QUE TU VEUX QU'UN CHANTEUR CHANTE?



Telle est la question que pose Claude Dubois dans son dernier microsillon *Face à la musique* (Pingouin, PN 106). On se rend bien compte que cette chanson (« Un chanteur chante ») pose un peu la problématique nouvelle de la chanson québécoise. Comment faire face non seulement à la musique, mais comment entrer dans une nouvelle dynamique de la culture de cette terre et de ce temps? Qu'on le veuille ou non, l'artiste est toujours en rapport d'échange avec un public, une société: le chansonnier, la chansonnière, plus particulièrement dans la mesure où la chanson québécoise a épousé plus que tout autre art et presque simultanément le beau rêve floué de la construction d'un pays. C'est peut-être ce qu'il y a de plus ingrat pour la chanson québécoise à savoir qu'un public l'a presque réduite à une thématique unique pour ensuite la lui reprocher!

Aussi ne s'étonnera-t-on pas de trouver beaucoup d'amertume dans le dernier Dubois: celle, sans doute un peu facile à l'endroit du Parti québécois — ce

bouc émissaire de nos compromissions — voire excessive du texte qui dit: « Le p'tit paquet d'épais/Promet toujours de grands espaces/Les fachos sur la colline » (« Montrer du pouce »). Au demeurant, comme pour les autres, une très belle chanson rythmée, chanson du thème à la mode au *Devoir* ou à *Liberté* du contre-pays. Heureusement, Dubois n'est pas dupe et se reconnaît du même pétrin que l'objet de sa critique: il a été aussi mangeur d'étoiles qui « endormai[t] toute la société de ballades » et qui maintenant « Regarde d'un mauvais œil/ Ceux qui frappent des mains » (« le Mangeur d'étoiles »).

Pourtant, Dubois continue de vivre et de chanter. Son texte est envoûté par la vie, l'amour, les partances, la musique. La musique, oui, lui colle bien comme sa propre peau, ce qui fait de son dernier disque un bel ensemble de dix chansons. Dommage que « Laisser l'été avoir quinze ans » par exemple n'ait pas tourné davantage, car les chansons de Dubois tout en restant faciles d'écoute ne tombent pas dans la facilité d'où tient tout l'art du genre.